

Côté cours, pour la direction et les actionnaires, une nouvelle opération financière !
Côté jardin, pour les agents, suppression d'emplois, remise en cause des
rémunération et chantage aux licenciements !

Le 18 mars 2021 avait lieu une journée de manifestation et de grève appelée en commun par l'UD FO 93 et les unions départementales et locale de la CGT, CGC, UNSA et SUD sur la plateforme de Roissy.

Le 19 mars se tenait un CSE dont l'un des points à l'ordre du jour avait pour but de consulter les élus sur une opération financière voulue par la direction d'ADP. Les élus FO ont voté contre et vous trouverez ci-dessous les éléments de l'explication de vote

"Au lendemain d'une journée de manifestation et de grève appelée dans l'action commune par l'union départementale FO et les unions départementales et locales de la CGT, CGC, CFTC, UNSA et SUD pour le maintien des emplois, la direction d'ADP ose présenté aux élus du personnel une nouvelle opération financière de 4 millions d'euros portant "sur les activité commerciale de restauration" dans les aérogares arguant du fait que cela va concourir au maintien des emplois dans ce domaine d'activité.

Quel cynisme ! A la question posée en séance par la délégation FO à savoir : "garantissez-vous de n'avoir aucun recours à un plan de licenciements (ou assimilé quel qu'en soit la forme juridique) ?" La réponse de la direction a été : NON !

Au moment où les agents ADP subissent l'activité partielle (dont les taux d'activité sont décidés par la direction sans critère objectif autrement dit à la "tête du client" selon la vieille formule) avec les baisses de rémunération associées ;

Au moment où la direction poursuit son plan visant à baisser le coût du travail en supprimant des centaines d'emplois au travers la RCC (et se refusant à satisfaire la revendication 1 départ, 1 embauche) et en remettant en cause l'ensemble des droits et acquis collectifs et statutaires ;

Au moment où la direction n'hésite pas à entamer un PSE dont l'objectif est de faire accepter aux agents les remises en cause de leur droits et acquis collectifs dans les contrats de travail en faisant brandir la menace du licenciement économique ;

Au moment où la direction cherche à généraliser la mobilité géographique dans tous les contrats de travail avec les conséquences néfaste sur la vie de famille des agents ;

Au moment où la direction met en œuvre un véritable plan social dans la filiale ADPi et qu'elle se refuse à garantir les

subventions allouées au CSE pour permettre de garantir les emplois pour les salariés du CSE;

La direction arrive à trouver 4 millions d'euros pour une nouvelle opération financière. 4 millions qui s'ajouteront à l'achat de GMR Airport pour 1, 2 milliards d'euros. Et la direction, avec un cynisme à peine dissimulé, ose dire qu'il n'y pas d'argent dans les caisses pour justifier les centaines de suppression d'emploi, la remise en cause des rémunérations et des acquis sociaux.

Lors de la manifestation, l'UD FO 93 et le syndicat FO ADP l'ont dit lors des prises de parole : La pandémie du Covid-19 et la baisse du trafic aérien ne sont que prétexte pour baisser le coût du travail. Le trafic repartira. La direction le sait très bien. En témoigne cette opération financière qui porte sur jusqu'en 2031.

Quel patron, quel actionnaire accepteraient de déboursier 4 millions d'euros s'ils n'étaient pas certains d'avoir les retours sur investissement ? Aucun !

En conséquence, les élus FO voteront contre ce projet financier et réitérent les propositions faites lors du rassemblement à tous les élus de tous les syndicats :

Plus que jamais, la question de l'action commune et de l'unité est une nécessité pour le maintien de tous les emplois et exiger aucun licenciement, pour le maintien des salaires et des acquis, pour exiger aucune remise en cause de nos contrats de travail,

Le temps n'est-il pas venu d'organiser en commun les assemblées générales permettant d'associer tous les agents sur ces revendications."